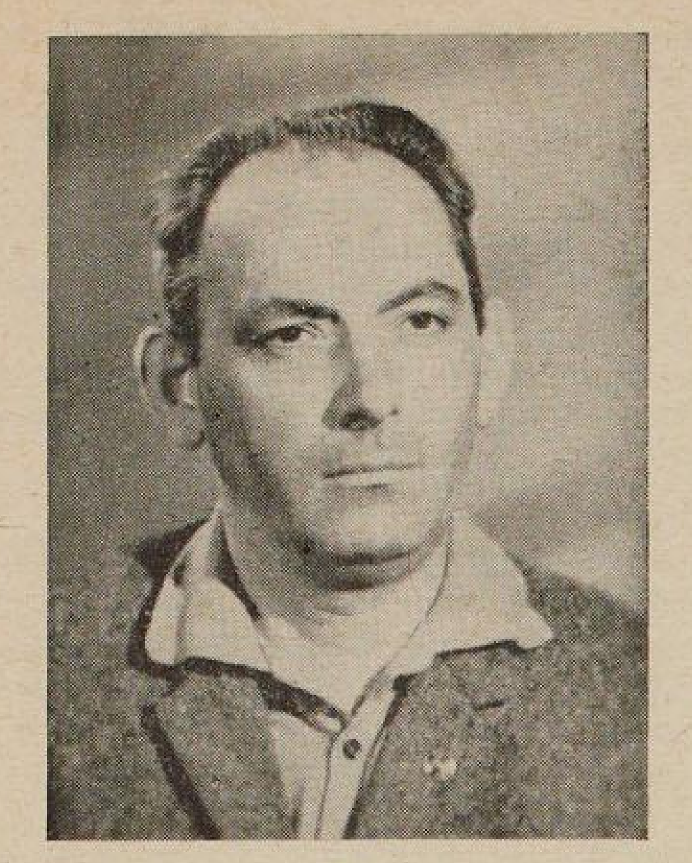
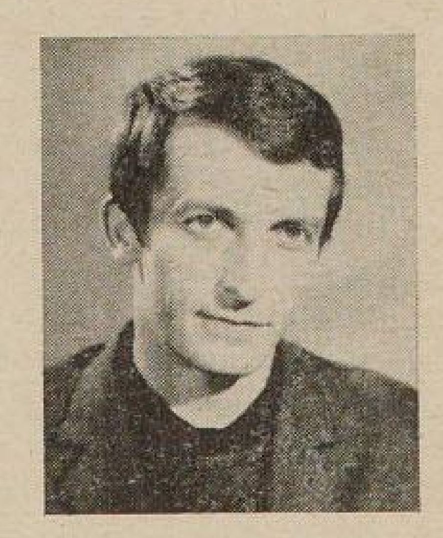
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Elections Législatives

23 Juin 1968

Circonscription Le Puy-Brioude



Paul ROUX
Employé
Militant syndicaliste

Jean BLAVOUX
Instituteur
à Sainte-Florine

ELECTRICES, ELECTEURS,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève toutes les couches laborieuses de la Nation.

UNE POLITIQUE DELIBEREE AU SERVICE DU GRAND CAPITAL

Dix ans de pouvoir gaulliste, dix ans d'une politique tout entière au service des monopoles et des grandes banques ont accumulé une colère profonde dans notre peuple, en particulier dans la jeunesse.

La production a doublé au cours de ces dernières années, mais le niveau de vie des travailleurs est resté sensiblement le même. Le chômage s'accroît.

- En Hte-Loire, des milliers d'ouvriers avaient jusqu'à ce premier juin des salaires voisins de 400 F. ! et chez nous, le nombre des chômeurs a doublé en 1967.

Les paysans voient s'accroître les charges de leurs exploitations et nombre d'entre eux sont chassés de leurs terres sans que leur reclassement soit prévu.

- En Haute-Loire, dix fermes disparaissent ainsi chaque semaine.

Les enseignants, les étudiants protestent contre une Université basée sur la ségrégation sociale et à laquelle on refuse les moyens de se développer.

- En Haute-Loire, les gaullistes ont l'intention de fermer 60 nouvelles classes à la rentrée d'octobre, et de liquider avec celui de Solignac-sur-Loire les C.E.G. de La Chaise-Dieu et de Lavoute-Chilhac.

Le gouvernement continue à s'attaquer aux communications dans nos régions et il nous faut empêcher la fermeture des lignes Sembadel-Bonson et Darsac-Ambert, tout en exigeant des crédits pour le développement du réseau routier.

Or, notre peuple veut vivre pleinement, heureusement comme il en a le droit. Il veut profiter des progrès de la science et de la technique, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

DES CITOYENS ET NON DES SUJETS

Pour imposer cette politique antisociale le régime gaulliste prend un caractère de plus en plus autoritaire. Il se refuse à tout dialogue, à toute confrontation

Avec les organisations syndicales, refus obstiné pendant des années et jusqu'à ces derniers jours de discuter des revendications.

A la Sécurité Sociale, les conseils d'administration **élus** sont remplacés par des organismes **désignés** qui ne représentent plus grand'chose.

Dans les Offices H. L. M., il n'y a plus de représentant **élu** des locataires ; seulement des personnalités **désignées.**

Pour l'Université, le pouvoir s'est toujours refusé à la discussion et la réforme FOUCHET a été **imposée** contre l'avis unanime des étudiants et enseignants.

Avec les élus locaux, la tutelle administrative se fait de plus en plus lourde et tatillonne.

La peur de la jeunesse. — Le pouvoir a refusé d'inscrire sur les listes électorales les jeunes qui ont eu 21 ans depuis fin février.

Dans le système gaulliste il n'y a pas d'interlocuteur valable, point de discussion. Tout au plus, le monarque daigne-t-il de temps à autre venir parler à son peuple par l'intermédiaire de la télévision...

Or, notre peuple aspire profondément à la participation, à la gestion, c'est-à-dire à la démocratie. Les Français en ont assez d'être des sujets, ils veulent être des citoyens.

DE PREMIERES ET IMPORTANTES VICTOIRES

C'est contre cette politique antisociale et antidémocratique que toutes les forces vives de la nation se sont levées.

Les luttes ont abouti, dans de nombreuses branches, à des résultats très importants, parfois sans précédent. Le S.M.I.G. par exemple passe de 2,18 à 3,00 F. **Désormais il n'y aura plus de salaire inférieur à 3 F. de l'heure !**

A la S.N.C.F., dans la fonction publique, à l'E.D.F., dans le textile, etc..., les salaires vont subir des augmentations substantielles, ce qui ne manquera pas de favoriser le développement des affaires.

Pour les travailleurs encore en lutte à cause de l'intransigeance patronale, le Parti Communiste appelle à une solidarité massive et rapide.

Le Parti Communiste Français qui, dès le début, dès 1958, a dénoncé la malfaisance du régime gaulliste, a soutenu et soutient sans réserve les revendications des ouvriers, des étudiants et enseignants, des paysans.

Dans toute cette bataille, les communistes agissent avec lucidité et sang-froid, attentifs à ce que chacun de leurs actes serve efficacement les intérêts des travailleurs et du peuple. Ils font tout pour rassembler, pour unir, proposant inlassablement aux autres formations démocratiques de réaliser un accord sur la base d'un programme commun.

Les communistes font preuve de vigilance et de sens des responsabilités. Ils n'hésitent pas à désavouer les mots d'ordre aventurites qui visent tout simplement à diviser la classe ouvrière et à défigurer sa lutte. Les militants ouvriers, les communistes, n'ont jamais été et ne seront jamais des « enragés ».

Les communistes se conduisent en hommes modestes, subordonnant tout à l'intérêt général. Ce n'est pas chez eux qu'on trouve de ces politiciens ambitieux et prétentieux parlant toujours à la première personne.

LE POUVOIR GAULLISTE DOIT ETRE BATTU

Le gaullisme, parce qu'il est le pouvoir du Grand Capital, ne peut satisfaire les intérêts des travailleurs manuels et intellectuels.

Le gaullisme n'a que trop duré. Il doit être battu à ces élections.

Ce n'est pas le remaniement ministériel de ces derniers jours ou un quelconque replâtrage du système qui peuvent satisfaire les masses profondes de notre peuple.

Ce qu'il faut, c'est un changement complet de régime. C'est pourquoi les communistes veulent mettre un terme à la toute puissance des monopoles. Ils proposent pour cela la nationalisation des banques d'affaires et des secteurs clés de l'économie. Ils demandent, en même temps, pour tous les citoyens, le droit et les moyens d'intervenir dans la gestion des affaires publiques.

Les communistes s'engagent à lutter pour l'échelle mobile des salaires afin que patronat et gouvernement ne puissent reprendre par la hausse généralisée des prix ce qu'ils viennent de concéder.

Les communistes s'engagent aussi à lutter pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale.

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE A PARTICIPATION COMMUNISTE

La seule issue démocratique à la crise ouverte par la faillite du gaullisme, c'est l'union sans exclusive de toutes les forces de gauche pour imposer un gouvernement populaire qui appliquera résolument un programme commun de progrès social débouchant sur le socialisme.

Dans un tel gouvernement, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS revendique sa place, rien que sa place, mais toute sa place. La présence de ministres communistes est d'ailleurs la garantie que les promesses faites seront tenues.

Actuellement, les manœuvres anticommunistes se multiplient. **De Gaulle** et **Pompidou** concentrent leurs coups contre notre Parti, le désignant ainsi comme leur adversaire principal. Leurs porte-parole seront, dans notre circonscription, le châtelain Jean de Lachomette, représentant direct des grands monopoles, et l'Inconditionnel Raffier.

D'autres essaient de ressusciter la troisième force pour tenir la classe ouvrière et son Parti Communiste à l'écart de la direction des affaires et replacer la France sous la tutelle américaine.

Vous repousserez toutes ces manigances d'un passé révolu.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir de politique de progrès social sans les communistes et à plus forte raison contre les communistes.

LE 23 JUIN :

— VOUS SIGNIFIEREZ AU POUVOIR GAULLISTE QU'IL DOIT S'EN ALLER.

— VOUS CONDAMNEREZ TOUT RETOUR AU PASSÉ.

— VOUS DIREZ VOTRE VOLONTE DE VOIR LA FRANCE DIRIGEE PAR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE D'UNION DEMOCRATIQUE A PARTICIPATION COMMUNISTE.

VOTEZ COMMUNISTE. VOTEZ :

Paul ROUX

Employé - Militant syndicaliste.

Suppléant : **Jean BLAVOUX,**

Instituteur à Sainte-Florine.